

Les banques en Belgique et la spéculation sur l'alimentation – un an après

Le 18 juin 2014, cela fera exactement un an que 6 ONG belges (CNCD, 11.1.11.11, Oxfam, SOS FAIM, Fairfin, RFA) ont publié un rapport démontrant que la majorité des grandes banques actives en Belgique étaient impliquées dans la spéculation sur les produits alimentaires. Sur les 12 institutions sélectionnées, le rapport concluait que 8 proposaient ce type de produits en Belgique : Deutsche Bank (11 fonds, mais aussi des ETC¹ et des certificats²), BNP Paribas Fortis (13 fonds), Keytrade Bank (5 fonds), AXA (2 fonds), Belfius (1 fonds), ING (1 fonds), KBC (1 fonds) et ABN AMRO (des certificats).

Le volume total de ces produits disponibles à la vente en Belgique s'élevait à 5,2 milliards d'euros³. La part de ces produits qui est investie dans des produits dérivés sur des matières premières agricoles a été estimée entre 1,23 et 1,41 milliards d'euros.

Un an plus tard, malgré des engagements individuels de la plupart des banques en faveur de pratiques plus éthiques, le bilan des ONG n'est pas totalement convaincant. On voit encore des fonds disponibles en Belgique, qui spéculent en partie sur la nourriture. On en retrouve chez Axa, ING, ABN Amro, BNP Paribas Fortis, Keytrade Bank. En 2013, 28 fonds et de nombreux produits financiers disponibles en Belgique spéculent sur la nourriture.

Belfius a arrêté la spéculation alimentaire et fermé le fonds mis en cause dans le rapport des ONG. La KBC a adopté et publié une politique interne s'interdisant de spéculer sur les matières premières agricoles. Les autres banques reconnaissent le problème, mais ne traduisent pas cette reconnaissance verbale par des engagements formels et clairs.

Pour les ONG, la balle est dans le camp du gouvernement. Les banques attendent un cadre légal et ne bougeront toutes que sous la contrainte. Le nouveau gouvernement doit interdire la spéculation alimentaire. Ce 18 juin 2014, à 11h les ONG présenteront leur bilan de la campagne au cours d'une action et une table ronde avec des citoyens et représentants des banques.

Belfius et KBC s'engagent

L'étude menée par le réseau Financité sur la participation des banques dans la spéculation a permis aux ONG qui l'ont commandité, d'entamer un dialogue avec les différentes banques sur leurs responsabilités sociales. Mais c'est la conjonction entre pressions citoyennes, pressions médiatiques et dialogue avec les ONG qui ont permis un certain nombre d'avancées. Le mois dernier, la KBC s'est engagée à ne plus spéculer sur l'alimentation. La banque a récemment écrit dans ses lignes directrices : *"le groupe KBC et ses entités ne seront pas impliqué dans" la spéculation alimentaire "ou n'organiseront pas de spéculation sur les matières premières agricoles"*. La banque arrête ainsi le développement et la commercialisation de ces fonds. La KBC garde cependant la porte entrouverte aux demandes explicites de clients pour ce type de produits. La banque vendra encore des produits qui sont disponibles sur le marché lorsqu'ils sont demandés. L'engagement éthique a donc ses limites !

Belfius a elle répondu à la demande des ONG de se retirer de ce marché très vite après la sortie du rapport l'an dernier : *"Votre critique positive nous poussé à prendre des décisions concrètes"* écrivait

¹ Les *Exchange Traded Commodities* (ETC) sont similaires aux fonds indiciels : ils ont également pour objectif de répliquer la variation des cours des matières premières.

² Les certificats permettent de parier directement sur certains cours de matières premières.

³ Remarque : bien que ces produits financiers sont disponibles à la vente en Belgique, ils peuvent également être commercialisés dans d'autres pays. Seul le volume global des produits est considéré ici : il n'est pas possible d'identifier la part investie au niveau belge.

le directeur Michel Luttgens dans une lettre adressée aux ONG. «*Nous sommes heureux d'annoncer que Dexia Asset Management a finalement retiré de son offre le fonds actifs sur les matières premières*».

La préoccupation ne suffit pas à entraîner un changement de politique

De nombreuses banques se disent attentives au problème mais en pratique, on est contraint de constater que cela fait peu de différence avec le statut quo. BNP Paribas a publié un document de position dans lequel la banque décide de ne plus offrir que des fonds dans lesquels les produits agricoles ne sont pas majoritaires. La banque a d'ailleurs fusionné certains fonds afin de faire diminuer le part jouant sur les produits agricole. Les fonds investis dans l'évolution des matières premières agricole a légèrement diminué, c'est un pas dans la bonne direction, mais les fonds qui « ne spéculent qu'un peu » sur les prix alimentaires ne devraient simplement pas exister.

AXA Banque a également affirmé sa volonté de ne plus jouer un rôle actif dans la spéculation alimentaire. Mais cette affirmation ne signifie pas que les fonds ne sont plus vendus par la banque. Les grandes banques étrangères actives sur le marché belge peuvent aussi se cacher derrière la politique de l'ensemble du groupe. Ainsi, la filiale belge d'ING s'est engagée à ne pas promouvoir activement des fonds spéculant sur l'alimentation et aurait fait son possible pour soulever la question au niveau du siège du groupe qui dit suivre la question au point de vue international. Quant à la DB, contrairement à la politique du groupe ostensiblement en faveur des fonds sur les matières premières agricoles, en Belgique, la DB aurait adopté une politique interne en vertu de laquelle elle s'abstient à présent de les commercialiser. Crelan et Keytrade Bank ont déclaré il y a quelques jours, à l'annonce de notre bilan, qu'elles allaient rédiger une politique sur les produits exposés aux matières premières alimentaires.

La réglementation gouvernementale est nécessaire

Le rapport des ONG a également mis la discussion sur la spéculation sur l'alimentation également à l'agenda politique. La Commission Finance de la chambre des représentants a organisé une audition avec des représentants du secteur, des organisations paysannes, des experts des ONG, courant 2013. Le processus législatif n'a malheureusement pas abouti et les efforts pour mettre un terme à la spéculation sur les matières premières se sont heurtés à la pression du secteur financier, et celle de quelques sociétés de l'agroalimentaire, créant d'ailleurs des tensions au sein des groupes de la majorité. Bien que l'impact de la spéculation sur l'alimentation sur les pays les pauvres, soit aujourd'hui bien connu et de moins en moins contesté, les banques y consacrent une place faible et peu convaincante, au sein de leur responsabilité sociale. C'est pourquoi une réglementation claire et contraignante de la part des autorités publique s'impose. La réglementation publique a le bénéfice d'offrir un terrain de jeu le même pour tous et une clarté pour les clients.

Initialement instituée dans un rôle de supervision, la FSMA s'est engagée dans l'adoption de moratoires volontaires et de labels pour les produits financiers qui comportent un risque pour les investisseurs non avertis. Ces initiatives peuvent être facilement étendues à tous les produits non éthiques, telles que ceux qui participent à la spéculation sur l'alimentation.

Mais il faut aller encore plus loin. Le prochain gouvernement doit s'engager dans une interdiction claire des produits financiers nocifs. Juste avant les élections, le gouvernement a pris le temps d'interdire une série de produits d'investissement spéculatifs à très haut risque tels que des produits d'assurance qui reposent sur des investissements risqués dans des produits tels que l'art, du vin ou de whisky. Une telle réglementation vise à protéger l'investisseur contre les produits qui présentent pour lui un risque important et difficile à mesurer. Les ONG se demandent pourquoi de telles initiatives ne peuvent pas être prises en faveur des populations les plus pauvres de la planète pour lesquelles les produits spéculatifs sur les matières premières agricoles représentent un danger énorme. Faut-il rappeler que chaque jour, 25000 personnes souffrent des suites de la malnutrition, sur une année, c'est presque l'équivalent de la population belge.

Concrètement, nous demandons que le prochain gouvernement prenne les mesures suivantes pour mettre définitivement fin à la spéculation alimentaire en Belgique :

1. Dans le sens d'une plus grande transparence et une régulation des marchés :

- a. Interdire la commercialisation des fonds spéculatif des fonds d'investissement de type spéculatif, notamment les fonds indiciels, qui sont liés aux matières premières agricoles.
- b. Enjoindre la FSMA de fixer des limites de position qui rendent les positions dominantes sur le marché impossibles et interdit la spéculation excessive
- c. Effectuer au niveau de la FSMA un audit public des produits financiers offerts par les institutions financières au niveau de la vente au détail, mais également au niveau des clients institutionnels et au niveau de l'investissement pour compte propre des institutions financières
- d. Veiller à la traduction et l'implémentation correcte de la directive MIF II

2. Un cadre réglementaire renforcé pour le secteur financier, cela implique notamment :

- a. La mise en place rapide et effective de la taxe sur les transactions financières.
- b. D'éviter la dérégulation des marchés financiers par l'interdiction d'intégrer la libéralisation des marchés de dérivés dans les négociations commerciales bilatérales, régionales et multilatérales

3. S'attaquer aux causes de la volatilité des prix de façon inclusive en :

- a. permettant à un pays de permis de poursuivre une politique de stabilisation des prix
 - b. Interdire les mandats et soutiens à la production et à la consommation d'agrocarburants qui augmentent la demande et la pression sur les marchés agricoles.
 - c. Minimisant l'impact du changement climatique sur la production agricole par la réduction : d'ici 2030 réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE de 55%
-

Ce 18 juin à 11h, les ONG dresseront le bilan de la campagne à l'occasion d'une table ronde avec représentants des banques et des citoyens.

Au programme:

- Jeu du tir à la corde qui opposera des banquiers et les citoyens. *Qui seront les plus motivés et les plus forts pour entraîner les autres dans leur camp du pour ou contre la spéculation alimentaire?*
- Bilan de la campagne " **On ne joue pas avec la nourriture!** "
- Remise des 8067 lettres-pétitions aux banques qui seront présentes et interpellation

Rendez-vous, Rue aux laines, 4, 1000 Bruxelles à 11h :